



© M. Crozet/BIT

Le visage du travail des enfants... d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

D'importants progrès ont été accomplis dans la lutte contre le travail des enfants, mais le fléau persiste et continue de nous hanter. A l'échelle mondiale, il y a aujourd'hui 30 millions d'enfants de moins au travail qu'il y a dix ans. Cependant, quelque 215 millions de garçons et de filles sont toujours prisonniers du travail des enfants.

En 2006, le rythme d'amélioration était tel que la communauté internationale s'était fixé un objectif ambitieux: éliminer les pires formes de travail des enfants en dix ans. Mais ces dernières années, la pro-

gression vers l'objectif s'est ralentie. La plupart des enfants qui continuent de travailler sont parmi les plus difficiles à atteindre.

Entre mars et mai 2010, Elaine Moore, une journaliste basée à Phnom Penh, et Marcel Crozet, photographe du BIT, ont visité trois pays sur trois continents. Les exemples qui suivent montrent que des progrès peuvent être réalisés si l'on mène une action déterminée pour s'attaquer au travail des enfants. Cependant, ces actions doivent être démultipliées. La solution, c'est de renouveler et de renforcer l'engagement politique et de développer des politiques et des programmes intégrés pour lutter contre le travail des enfants.



Toutes les photos pp. 8-9: © A. Dow/BIT

Le travail des enfants au Cambodge — une nouvelle direction

Bien que le Cambodge soit l'une des réussites économiques les plus brillantes du Sud-Est asiatique, plus de 313000 enfants y sont toujours prisonniers des pires formes d'exploitation, telles que le trafic de drogue et la prostitution. La disparition des pires formes de travail des enfants dans le pays est néanmoins en vue et le gouverne-

ment cambodgien s'est engagé à relever le défi, comme l'ont fait les partenaires sociaux. Mais pour maintenir le cap, le gouvernement aura besoin d'un soutien constant à l'intérieur du pays, ainsi que d'un engagement financier durable des donateurs afin de garantir à chaque enfant cambodgien un bon démarrage dans la vie.

Par une chaude après-midi dans la capitale cambodgienne Phnom-Penh, Leap, âgée de 10 ans, fait signe aux touristes juchés sur le dos d'un lourd éléphant. Marchant le long d'une route poussiéreuse près du Palais royal doré, elle propose des gâteaux de riz et des confiseries dans un panier trop grand pour ses petits bras, qu'elle a bien du mal à porter.

Cela fait déjà cinq heures que Leap travaille et il est probable qu'elle sera encore là à minuit. Travaillant seule, Leap est une petite fille vulnérable qui n'est jamais allée à l'école et qui aura de la chance si elle parvient à gagner deux dollars dans sa journée. Leap dit qu'elle n'a pas le choix. Si elle arrêta de travailler, sa mère et ses petits frères auraient faim.

Dans un autre quartier de la ville, Doung Paeakra, sept ans, est accroupi près de la rivière, triant un tas de déchets. Il cherche du plastique qu'il pourra vendre à un recycleur. Orphelin de père, une mère qui reste à la maison pour s'occuper d'un nouveau-né, Doung est l'unique soutien de famille.

L'accès à l'éducation s'est amélioré au Cambodge mais le travail des enfants persiste – Leap et Doung sont deux de ces enfants à la traîne. Alors que le taux de scolarisation est passé de 75 pour cent en 1997 à 91 pour cent en 2005, la plupart des enfants qui vont à l'école continuent de mener de front scolarité et travail.

L'une des réponses de l'OIT fut d'initier un plan de création de moyens de subsistance pour aider à diminuer, voire à éliminer, la dépendance de la famille vis-à-vis du revenu de ses enfants. Ce programme de l'IPEC encourage les parents et d'autres adultes des familles les plus pauvres du pays à s'unir pour créer des groupes d'épargne.

Dans un petit village du Sud du Cambodge, les femmes du cru expliquent comment leur groupe d'épargne les a aidées à mettre sur pied de petites entreprises et leur a aussi dispensé une formation en finance et administration. «Avant la création du groupe, les choses étaient très difficiles et les enfants devaient aller travailler», confie Pan Phen, 60 ans. «Si j'avais des problèmes, je devais aller voir un prêteur qui me prenait 20 pour cent d'intérêt par mois. Maintenant, je gagne plus et, dans notre groupe, le taux d'intérêt n'est que de 3 pour cent.»

Pan Phen a emprunté 40 000 riels (10 dollars) au groupe; elle confectionne maintenant des confiseries qu'elle vend à la sortie d'une usine locale chaque jour. «Les six enfants dont je m'occupe vont aujourd'hui tous à l'école», ajoute-t-elle fièrement.

Dans bien des cas, les familles des enfants qui travaillent souhaitent les envoyer à l'école, mais elles ont du mal à survivre quand l'argent que procurait le travail de l'enfant fait défaut, en particulier quand il y a une urgence à la maison comme la naissance d'un enfant ou un décès dans la famille.



Éliminer le travail des enfants en Bolivie: le rôle de l'éducation

Toutes les photos pp. 10-11: © M. Crozet/BIT



L'éducation est souvent citée comme la clé pour l'élimination du travail des enfants. Mais l'éducation ne suffit pas. Depuis la Bolivie, un reportage nous montre qu'en associant le travail décent pour les adultes à l'éducation des enfants, en leur ajoutant une bonne dose de volonté politique, l'équation peut être résolue.

Quand Juanita Avillo Ari, âgée de 11 ans, est arrivée avec ses six frères et sœurs au pied d'une mine à Potosi, dans le Sud bolivien, il y a sept ans, elle et sa famille étaient dans une misère noire.

Juanita et sa famille vivaient en zone rurale mais leur petite parcelle de terre agricole, épuisée, n'était plus en mesure de les nourrir, encore moins de leur procurer un revenu. Comme des centaines d'autres familles, ils ont donc fini dans une mine de la montagne Cerro Rico, où le père a été embauché comme mineur et la mère comme garde. Leurs lourds horaires de travail signifiaient que Juanita et ses frères et sœurs étaient souvent livrés à eux-mêmes, dans une misérable hutte du camp. Quand les grands frères sont partis fonder leur propre famille, la vie de Juanita et des deux autres enfants est devenue plus solitaire et encore plus précaire. Ils auraient connu le même destin que beaucoup d'autres enfants dans les camps miniers qui sont exposés à des travaux dangereux, circulant dans des tunnels étroits, si leurs parents n'avaient été approchés par le CEPROMIN (Centre de promotion minière), une organisation non gouvernementale.

Le CEPROMIN gère un projet qui vise à améliorer les conditions de vie des enfants et des familles de mineurs qui vivent dans les camps de Potosi. Juanita et ses frères figurent parmi les quelque 450 enfants maintenant enrôlés dans ce projet qui veille à ce qu'ils soient correctement nourris et pris en charge et, plus important, qu'ils reçoivent une éducation de qualité. En outre, le projet répond aux besoins des adultes, en améliorant



leur environnement socio-économique. Cette approche combinée peut vraiment faire la différence.

Juanita n'avait jamais été scolarisée mais, depuis qu'elle a rejoint le

projet, elle s'est révélée l'une des plus brillantes élèves de sa classe. Elle rêve de poursuivre ses études, d'une vie meilleure. Cependant, Juanita fait partie des enfants qui ont de la chance.





Toutes les photos pp. 12-13: © M. Crozet/BIT

Arranger l'avenir des enfants travailleurs au Mali

Au Mali, environ deux enfants sur trois âgés de 5 à 17 ans travaillent, soit un peu plus de 3 millions d'enfants. Peu d'entre eux vont à l'école et 40 pour cent des enfants entre 5 et 14 ans effectuent un travail dangereux. La situation des filles migrantes est particulièrement préoccupante.

«Quand j'ai rencontré Mouna pour la première fois, j'avais peine à croire qu'elle n'avait que 9 ans... si sa frêle silhouette était bien celle d'une fillette, son visage était déjà celui d'une vieille femme», raconte

le photographe du BIT, Marcel Crozet. De sept à vingt heures, Mouna travaille comme domestique pour une famille du village de Douentza.

Pour 2000 francs CFA (3,05 euros) par mois, elle s'occupe des enfants, prépare les repas, puise de lourds seaux d'eau au puits, lave la vaisselle et nettoie la maison. Ce soir, elle est venue chercher de l'aide au centre géré par l'ONG AVES (Avenir Enfance Sahel), parce qu'elle n'a pas été payée depuis quatre mois et qu'elle n'a pas de quoi manger chaque jour... Un représentant de l'ONG va l'accompagner le lendemain pour rencontrer et discuter du problème avec la famille qui





l'emploi. Ce type d'intervention est souvent très efficace...

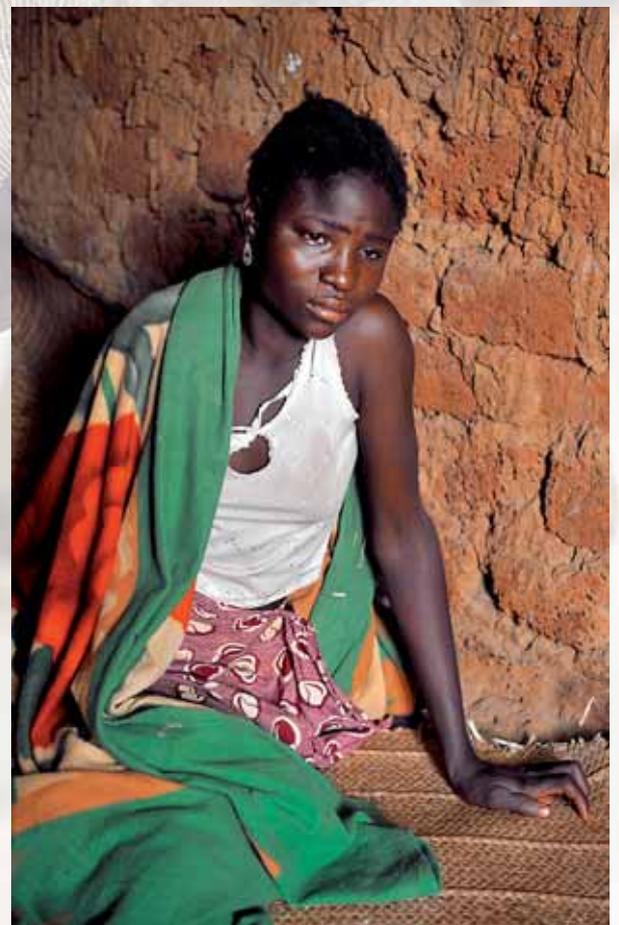
Le lendemain à 6 heures du matin, au cours de la visite d'une «pension», nous avons rencontré Awa, 15 ans, une autre domestique. Dans une pièce sans fenêtre de 12 mètres carrés, la pension abrite quinze jeunes filles venues du même village qu'elle. Elles dorment sur des matelas à même le sol et toutes leurs possessions tiennent dans un sac plastique...

Awa est seule – les autres filles sont déjà parties au travail. Depuis trois jours, elle souffre d'une sévère crise de paludisme. Il était temps que le médecin employé par AVES intervienne avec un traitement approprié.

AVES, l'une des organisations partenaires de l'OIT au Mali, a pour but d'infléchir l'exode rural des filles et de les protéger des dangers, y compris l'exploitation sexuelle.

Ses activités concernent l'éducation, la promotion de la santé, la formation professionnelle et l'appui aux activités génératrices de revenus. L'IPEC travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs afin d'identifier les moyens de donner plus d'ampleur à ces programmes.

Au Mali, plus de 50 000 enfants, dont plus de 35 000 filles, ont bénéficié des programmes d'action du BIT. Pour les enfants travaillant en milieu agricole, des systèmes de scolarisation gratuite ont été mis en place, permettant de les soustraire à un environnement de travail dangereux, sans ajouter une charge financière insupportable à leurs parents.





Briser le cycle de la pauvreté et du travail des enfants

Le travail des enfants et en particulier ses pires formes sont encore trop fréquents. Prenez quelques minutes pour réfléchir à ces photographies et imaginez comment, ensemble, nous pourrions intensifier la lutte contre le travail des enfants. Une éducation de qualité pour les enfants, un travail décent pour les adultes, y compris une protection sociale pour toute la famille, sont des dimensions essentielles de la solution pour mettre fin à ce fléau.

Toutes les photos pp. 14-18: © M. Crozet/BIT





